

Élections législatives - 12 & 19 Juin 2022



Madame, Monsieur,

Vous me connaissez sous le nom de **Marisa**, puisque c'est sous ce diminutif que depuis plus de deux ans, j'œuvre au niveau local mais aussi national.

Qualifiée par la presse de « figure du mouvement anti-pass sanitaire dans l'Aube », j'ai également, en tant qu'organisatrice et porte-parole de Convoy France, porté la voix de tous ceux qui bien souvent souffrent en silence : des 10 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté ; de la classe moyenne qui se paupérise ; des indépendants résignés, fermés ou surendettés ; des soignants suspendus ; des jeunes dont le nombre de tentatives de suicide a explosé etc.

Et je l'ai fait, sur de nombreux médias nationaux : RTL, France 3, CNEWS, TPMP... mais aussi au Parlement européen, à Strasbourg, devant plusieurs élus.

Vous l'aurez compris, **agir pour l'intérêt général est sans aucun doute une seconde nature** et ceux qui me côtoient pourront le confirmer. De plus, je garde de mes 7 années de droit, un sens aigu de la justice et une volonté sans faille de défendre les valeurs de notre devise : « Liberté, Égalité, Fraternité. »

Au quotidien, je suis une enseignante, une mère qui partage les préoccupations de tout un chacun et je m'engage à œuvrer en conséquence avec le soutien de mon suppléant, Claude Bernard, vigneron à Rouvres-les-Vignes.

Oui, l'instauration du pass a été effectivement l'élément déclencheur de mon engagement, mais ce n'est bien évidemment pas ma seule motivation.

Ma candidature est celle d'une citoyenne engagée par réelle conviction. C'est pourquoi j'ai choisi de rester « **sans étiquette** » malgré les différentes propositions qui m'ont été faites. **Je veux être votre députée**, non celle d'un parti qui déciderait de mes votes : l'opportunité d'une loi ne doit pas dépendre de la couleur politique de son initiateur mais bien de l'intérêt commun.

Et si, simple citoyenne, j'ai réussi à me faire entendre, imaginez ce que députée, avec la force de ma détermination, je saurais accomplir pour notre département !

Mon ambition est celle de **de vous servir avec bienveillance et ces solutions, expression du bon sens, ne sont qu'un échantillon** des propositions que je **souhaite défendre avec conviction et qui sans aucun doute, apporteront un mieux vivre pour tous.**



Pouvoir d'achat :

- **Blocage des prix du carburant et des énergies** en instaurant une TVA flottante et en supprimant toutes les autres taxes.
- **Modifier l'assiette de la CRDS** : Impôt prolongé jusqu'en 2033, au minimum, pour cause de « dette COVID » et largement supporté par les classes moyennes. Si les richesses des très grandes fortunes françaises ont augmenté de 86 %, soit un gain de 236 milliards d'euros durant la crise, il leur revient donc de participer en priorité à cette contribution solidaire.



Emploi :

- Envisager avec sérieux la réindustrialisation de notre territoire national : solution pérenne de créations d'emplois et de protection face aux crises.
- Redonner la priorité aux entreprises locales et nationales pour l'attribution des marchés publics.
- Réduire les charges des petites et moyennes entreprises en vue de favoriser l'embauche.



Santé et désertification médicale :

- Aucune obligation vaccinale ne devra être imposée et tout type de « pass » supprimé.
- Encourager les jeunes médecins diplômés à s'installer dans l'Aube : attendre 20h voire plus aux urgences ou ne pas trouver de médecin traitant n'est plus acceptable.
- Réintégration des soignants suspendus : ne nous privons pas d'un personnel compétent à portée de main.



Âge légal de départ à la retraite :

- 64/65 ans, hors de question ! De plus, la pénibilité doit entrer en ligne de compte avec une bonification de 20% des trimestres pour tout travailleur ayant exercé une telle activité comme dans le bâtiment.



Sécurité :

- « La politique du chiffre » est un non-sens, la police et la gendarmerie doivent retrouver leur mission première de protection de la population.
- Lutter contre la délinquance et tout particulièrement contre la délinquance sexuelle qui a bondi de 33% en 2021 atteignant 75 000 faits délictueux.



Justice :

- Détacher la justice du pouvoir exécutif afin de garantir enfin, son indépendance.
- Modifier la loi sur la légitime défense : le principe de proportionnalité doit-être considérablement assoupli en cas de violation de domicile.
- Supprimer les réductions automatiques de peine et subordonner toute réduction aux mérites des condamnés.



Immigration :

- Durcir les conditions de naturalisation : maîtrise de la langue française et absence de condamnation pénale sont incontournables.
- Expulser systématiquement les délinquants étrangers multirécidivistes ou ayant commis un crime.



IFI et droits de succession :

- Retour à l'ISF : le remplacement de l'impôt sur la fortune (ISF) par l'impôt sur la fortune immobilière (IFI) a été un cadeau évident de M. Macron aux plus riches, pénalisant les propriétaires de biens immobiliers dont ceux, propriétaires d'immobilier professionnel partant à la retraite qui y seront assujettis
- Droit de succession : sortir le domicile du parent décédé de l'assiette de droit de succession, afin de permettre d'alléger la facture des droits de mutation sur un bien non spéculatif.



Agriculture :

- Garantir l'autosuffisance alimentaire : au regard des crises actuelles et à venir, la France doit s'orienter vers une forte résilience alimentaire.
- Mettre fin à la vente à perte pour les producteurs et instaurer un fonds de garantie contre les sinistres agricoles financé par **une microtaxe sur les achats des industriels et des distributeurs de produits agricoles.**
- Harmoniser les règles de production entre les différents pays européens.



Écologie : Une priorité mais non une idéologie.

- **Criminalisation des industriels portant sciemment atteinte à la santé et à l'environnement.**
- **Budgétisation obligatoire par tous les industriels des coûts de démantèlement, de dépollution et de remise en état des sites occupés, en prévision de leur cessation d'activité.**
- Faire le choix d'une agriculture qui permet d'amplifier la production tout en diminuant les pressions sur l'environnement et en préservant les ressources.



Enseignement :

- Nos écoles rurales assurent la vie des villages : travailler de concert avec les maires afin d'éviter leurs fermetures.
- Professeurs en fin de carrière : orientation progressive vers des missions de tutorat des enseignants nouvellement recrutés.

Marie-Élisabeth Canaud